

Table des matières

I. Informations générales sur la Région	(
1-Caractéristiques géographiques	(
2- Découpage administratif	. (
II. Principaux atouts de l'économie	
1. Le secteur de l'agriculture	٠
2. Le secteur de la pêche	
3. Le secteur de la forêt et de la faune	
4. Le secteur minier	
5. Le secteur des hydrocarbures —	
6. Le secteur de l'énergie électrique	
7. Autres industries	
8. Le secteur de l'eau potable	_
9. Le secteur des transports	
10. Le secteur des TIC	
11. Le secteur du tourisme	
12. Le secteur de l'éducation	
13. Le secteur de la santé	
Le Projet de Développement Maritime de la Rive Gauche de Limbé –	
Le Projet de reconstruction de la Région du Sud-Ouest	

Comité de rédaction

Supervision:

M. ALAMINE OUSMANE MEY

(Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire)

M. Paul TASSONG (Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, chargé de la Planification)

M. TCHOFFO Jean

(Secrétaire Général/MINEPAT)

AVA BEYEME Nestor Blaise

(Chef de la Cellule de la Promotion et des Relations Publiques/MINEPAT)

Rédaction:

LOTY Pierre Jean-Daniel; ASSOUMOU Joceline;

ASSENA Olive;

WASSOU Paul Raymond;

EMAN Sylvain;

ELANDI Marie;

DJAMILATOU MOHAMADOU:

KOFANA Laure ;

OLINGA Nicole;

ALAMA Sonia.



S.E Paul BIYAPrésident de la République du Cameroun

«Notre pays vient de parachever la mise en place de ses institutions démocratiques telles que prévues par la Constitution. (...) Les collectivités territoriales décentralisées constituent une pépinière d'opportunités que je vous invite à saisir. (...) Les grandes lignes de la marche de notre pays vers l'émergence à l'horizon 2035 ont été redéfinies dans notre Stratégie Nationale de Développement, récemment adoptée. Il convient de s'en imprégner profondément afin de déceler toutes les opportunités qu'elle offre.»

Extrait du message du Chef de l'Etat à la jeunesse le 10 février 2021





Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Alamine OUSMANE MEY

I. Informations générales sur la Région

1. Caractéristiques géographiques

La Région du Sud-Ouest, d'une superficie de 25 410 Km² soit 5,4 % de la surface du pays, est délimitée à l'ouest par la République fédérale du Nigeria, au nord par le Nord-Ouest, à l'est par les régions Ouest et Littoral, et au sud par l'océan Atlantique. Sa proximité avec le Nigeria, l'océan Atlantique et la région du Littoral est d'une importance économique stratégique car les ressources agricoles et naturelles issues sont à la portée des agro-industries basées à Douala et d'autres marchés étrangers. La Région bénéficie d'un statut spécial garanti par le Gouvernement. Pour tout nouvel investissement, le Gouvernement garantit des avan- tages, notamment, l'exonération des taxes sur la propriété foncière. Sa position géographique lui confère

Relief: La région offre un paysage varié composé de plaines côtières (de 0 à 500 m) de vallées (vallée de Mamfé) et d'une chaine montagneuse constituée des monts Kupé Manengouba, Rumpi, et notamment le Mont Cameroun qui culmine à 4 100 m d'altitude.

Hydrographie: Les ressources en eau de la région du Sud-Ouest sont doune immense importance pour le développement économique de la région. Les rivières offrent des voies navigables et des chutes qui sont des sites potentiels pour l'hydroélectricité. Les eaux intérieures et côtières constituent de bonnes zones de pêche. Le Rio del Rey, la Manyu, la Meme, le Ndian sont les principaux cours d'eau.

Climat: Chaud et hyper humide avec des précipitations très abondantes. Dans certaines localités le pluviomètre indique un cumul annuel de 10 mille ml. La Région est le domaine du climat subéquatorial. Elle est caractérisée par une humidité permanente, aucun mois de l'année n'étant à l'abri des précipitations. En outre, la nébulosité (brouillard) demeure importante pendant toutes les saisons de l'année, alors que l'insolation (intensité du soleil) est assez réduite, à moins de 2000 heures l'an (Atlas de l'Afrique, 2010). La température varie entre 20°C et 28°C.

Végétation: Les immenses ressources forestières de la région du Sud-Ouest constituent un atout économique qui, s'il est exploité de manière durable, contribue à booster le développement économique. La région est situé dans la forêt dense équatoriale avec deux types de végétation : la mangrove et les forêts tropicales. On retrouve encore la forêt primaire autour de la région de Korup. Cette forêt contient des arbres d'importance économique tels que l'iroko, l'acajou, l'obeche, l'ébène, le padouk, le sapelli, le makore et le bilinga.

Pédologie : La Région du Sud-Ouest est entièrement recouvert de sédiments et de coulées de laves. On y retrouve des carrières de grés, pierre,

et calcaire. La richesse minérale du sol de la Région repose principalement sur les gisements de pétrole le long de la région côtière et sur des poches de gisements calcaires dans la dépression de Mamfe et le bassin sédimentaire nord de Mungo. Ces sols issus de roches basaltiques, sont extrêmement fertiles et expliquent les plantations agricoles à petite et grande échelle que l'on trouve dans la région.

Population: Environ 1 700 000 habitants (estimations 2017), soit 7% du poids démographique national. La densité estimée est de 64,4 hab/km². Centres urbains: Buea (chef-lieu de région), Kumba, Limbé, Mamfé, Menji, Mundemba.

2. Découpage administratif

Tableau 1 : Répartition des unités administratives de la Région

Départements (chefs-lieux)	Arrondissements	
Fako (Limbé)	Buéa, Limbé I ^{er} , Limbé II ^{ème} , Limbé III ^{ème}	
Koupé-Manengouba (Banguem)	Bangem, Nguti, Tombel	
Lebialem (Menji)	Alou, Menji, Wabane	
Manyu (Manfé)	Akwaya, Eyumodjock, Mamfé, Tinto	
Meme (Kumba)	Konye, Kumba I ^{er} , Kumba II ^{ème} , Kumba III ^{ème} , Mbonge	
Ndian (Mundemba)	Bamusso, Dikome-Balue, Ekondo-Titi, Idabato, Isanguele, Kombo-Abedimo, Kombo-Idinti, Mundemba, Toko	

II. Principaux atouts de l'économie

1. Le secteur de l'agriculture

La production économique des cultures vivrières, répertoriées, dans la région du Sud-Ouest avoisine les 500 milliards de FCFA l'an. Cette valeur est surtout due à la production : (i) d'huile de palme (plus de 101 milliards de FCFA), (ii) de manioc (plus de 96 milliards de FCFA), (iii) de banane plantain (plus 48 milliards de FCFA), (iv) de macabo et de taro (environ 40 milliards de FCFA), de maïs (environ 39 milliards de FCFA) et de concombre (environ 32 milliards de FCFA).



Ferme agricole de la CDC.

Présentation de la Cameroon Development Corporation (CDC)

La CDC, basée à BOTA (Limbé), est une société publique de dimension internationale. Cette société est l'un des fleurons industriels du pays. Son capital social est évalué à 15,6 Milliards de FCFA. Elle exploite 42 027 ha répartis entre trois spéculations : Hévéa : 22 262 ha, Palmier à huile : 15 240 ha et, Banane : 4 525 ha. C'est le deuxième pourvoyeur d'emploi au Cameroun.

En outre, l'entreprise dispose d'excellents circuits de commercialisation tant au plan national qu'international. En matière de normes et de qualité, le label de la CDC est admis dans l'Union européenne (notamment, l'Allemagne, la Belgique, la France, etc.), en Asie du Sud-Est, et en Amérique du Sud.

Par ailleurs, la CDC est engagée dans de nombreux projets d'expansion. Elle a introduit la culture du poivre. Les études réalisées ont permis le développement de ces plantes dans leur optimum écologique. Les produits commercialisés sont issus de plantes cultivées dans un environnement favorable, ce qui a donné lieu à une indication géographique permettant de rehausser le label des produits de la CDC.



Unité de conditionnement.



Exploitation de banane plantain.

De par la superficie emblavée et la production le maïs est la principale culture céréalière de la Région. On estime à 75 000 ha la superficie récoltée, avec un rendement de 2,3 tonnes l'hectare. Cette denrée contibue à assurer la sécurité alimentaire de la Région. Par ailleurs, la transformation est une source de production d'importantes quantités de sous-produits fourragers (tourteaux, gruau, son) destinée à l'élevage.

L'agriculture industrielle et d'exportation est l'emblème de l'agriculture moderne de la Région. Ses caractéristiques fondamentales sont la dominance des grandes plantations, la forte intensité capitalistique, la production en économie d'échelle, le lien étroit avec l'industrie et la finalité marchande des systèmes de production.

La culture du cacao est bien développée. On estime à 45 000 tonnes l'an, la production de cacao. La spéculation du cacao s'est maintenue. Des dispositions ont été prises pour améliorer le circuit de commercialisation notamment la transformation locale du cacao en beurre, et l'installation des acteurs stratégiques du secteur. L'objectif est de satisfaire la demande locale croissante et les besoins identifiés dans les autres pays sur le continent.

Au vu des potentialités existantes, les rendements agricoles pourraient être améliorés. A cet effet, les partenaires techniques et financiers sont invités à mettre à la disposition des acteurs de nouveaux instruments de financement adaptés. Les financements souhaités viendraient en appui aux divers systèmes de microcrédits institutionnels et informels, en vue de relever la part du financement des charges culturelles : Travaux, achats de semences, d'engrais et de produits de traitement des maladies cryptogamique, transport etc...

Tableau 2: Production (en tonnes) des principales cultures vivrières de 2018 à 2020

Les principaux produits	2018	2019	2020
Maize	44,73	6 542.75	10 692
Cassava	661,17	40 019	
Plantain	879,43	31 636	543 977
Cocoyam	81,12	8 458	97 112
Yam	28,18	9 507	
Cocoa	129,38		1 954
Coffee	4 094	489	110
Oil palm	158 398	200 503	194 255
Rubber	22 991	19 914	14 098

Source: DR MINADER Sud-Ouest

Tableau 3: Production (en tonnes) de cultures de rente et de produits forestiers non ligneux pour 2019

Principaux produits	2019
Cacao	65 488.4
Café Robusta	454
Café Arabica	35
Huile de palme	199 684
Caoutchouc	19 912
Agrumes (Oranges)	9 420
Mangue de brousse (Bush mango)	3 020
ERU	1 867
Njangsang	6
Bush pepper (Guinea Pepper)	49.5

Source: DR MINADER Sud-Ouest

2. Le secteur de la Pê che

La Région du Sud Ouest est caractérisée par des formations marécageuses et des facies de mangroves, de criques et d'estuaires aux embouchures des fleuves, propices au développement des crevettes. Ce secteur concentre la majorité des unités de pêche artisanale.

Dans l'estuaire du Rio del Rey les apports considérables d'eau douce, drainent avec elle d'importantes quantités d'alluvions qui enrichissent les eaux



Le secteur de la pêche est un attout majeur dans la Région du Sud-Ouest

maritimes. Ces estuaires, milieux à très faible salinité, sont des lieux de concentration et de reproduction pour de multiples espèces de poissons. La Région compte :

- un port pour la pêche industriel à Tiko ;
- deux sites de débarquement pour la pêche semi-industrielle à Idenau et à Limbé;
- douze sites de débarquements pour la pêche artisanale.

Les autorités sont favorables à l'acquisition des navires pour la mise à niveau de la flottille, des équipements de pêche, ainsi qu'à la modernisation des infrastructures de débarquement, afin de les arrimer aux normes internationales.

Les principales espèces commercialisées sont le bossu (Pseudotolithus elongatus), le tambour ou faux bar (Pseudotolithus typus et P. senegalensis), la dorade (Pomadasys jubelini), le machoiron (Arius spp.), le disque (Drepane africana), la carpe (Lutjanus goreensis), le capitaine (Polydactylus quadrifilis et Galeoides decadactylus), le barracuda ou faux brochet (Sphyraena barracuda), la sole cynoglosse, ainsi que les crustacés (crabes, langoustes et surtout les crevettes Penaeidae).

Les statistiques montrent que le nombre des acteurs du secteur de la pêche est croissant. Il s'agit notamment des pêcheurs, des transformateurs (chargés de la transformation du poisson) et des mareyeurs (grossistes qui achètent sur place les produits de la pêche et les expédient aux marchands de poisson). Le département du Dian concentre la majorité des acteurs du secteur halieutique de la Région. Les autorités locales sont favorables aux partenariats qui concourront à la modernisation du secteur. Il conviendrait que le partenariat souhaité intègre le volet dédié à la collecte des données fiables pour la planification et l'aménagement des pêcheries.

3. Secteur de la forêt et de la faune

Le Sud-Ouest est couvert à 65% de forêts sempervirentes, de forêts de montagne et de prairies subalpines. Les forêts permanentes représentent 29,7 % ou 739,195 ha de superficie forestière dans la région, tandis que la forêt non permanente est de 59,097 ha. Les forêts également proposées en forêts permanentes représentent 15% ou 372.574 ha.

Tableau 4 : Liste des parc nationaux dans la région du Sud-Ouest

Parcs nationaux	Surface (ha)	Ecosystèmes	espèces animales clées
Bakossi	29,320	Forêt	Drills ; chimpanzés
Korup	126,000	Forêt	
Mount Cameroon	58,178	Forêt de montagne	Eléphants ;
Takamanda	67,599	Forêt	cross river gorilla

Source: DR MINADER Sud-Ouest

Ces parcs nationaux sont constitués en zones protégées dans la région. On retrouve également Sanctuaire de faune de Banyang Mbo (66.000 ha) et Sanctuaire de Faune de Tofala HIIIs (8.087ha).

Dans l'optique de pérenniser cette biodiversité le gouvernement conduit des initiatives pour en assurer la protection et la préservation.

4. Le secteur minier

La région recèle des ressources minières importantes (diamant, saphir, gemmes, rutile, corindon, olivine, plomb, uranium, zinc, disthène, calcaire, sources thermales, etc.). D'importants indices diamantifères ont été observés dans le bassin sédimentaire de Mamfé. On y a également mis au jour des indices de zinc.

La production minière dans la Région est en marge de l'activité économique. Afin de relever ce défi, et de permettre une mise en valeur adéquate de ces atouts économiques, les autorités sont favorables à l'intensification des activités minières, sur la base des schémas locaux d'aménagement du territoire.

Les matériaux de constructions sont les ressources minières les plus exploitée dans la région.

Principaux	Production (en m³)				
produits de la Région	2016	2017	2018	2019	2020
Sable	151 818,5	56 573	52 243,5	36 464	58 286
Pierre	150 656,5	27 137,88	42 392,58	9 992	15 100,66
Pouzzolane	101 396,2	30 055,1	136 479,04	50 697,645	4 493,37
Eau	50 75,3	59 400,59	62 708,47	71 111	72 674,37
Latérite	2 770	1 600	1 150	725	750

Table 5 : Production minière et industrielle

5. Le secteur des Hydrocarbures

Le Cameroun dispose de réserves pétrolières, notamment dans la Région du Sud-Ouest. En revanche, l'économie est de plus en plus diversifiée et ne repose pas uniquement sur l'exportation des matières premières. Par ailleurs, la baisse des cours du pétrole sur le marché international a été en partie compensée par la hausse de la production en 2020.

Le pétrole brut extrait est transporté par navire pour l'exportation ou vers la Société Nationale de Raffinage (SONARA) pour les besoins des marchés nationaux du Cameroun et de ses pays voisins. La région dispose de deux dépôts de produits pétroliers à Limbé et à Bakassi, d'une capacité totale de 40 000 m³. La consommation locale est évaluée à 5 000 tonnes métriques. Les entreprises qui désirent s'installer ne souffriraient pas d'approvisionnement en hydrocarbure.



Société Nationale de raffinage

SONARA

Capacité de stockage : 488 000 m³ (pour le pétrole brut, les produits intermédiaires et les produits finis.

Raffinerie: 1. Sa capacité nominale de traitement de pétrole brut est de 2 millions de T/an.

Un partenariat a été trouvé et établi avec le Russ Lukoï pour accroitre les capacités et la production.

Le pétrole extrait ici est parmi les plus recherchés. En effet, il est possible d'extraire un pétrole assez léger. En cas de crise aigüe, il peut être directement utilisé dans des bombardiers (navires utilisés comme terminaux pétroliers). Ce pétrole est principalement exporté vers les USA, la France et les Pays-Bas.

Le secteur pétrolier est d'ores et déjà orienté vers le développement harmonieux du pays et de la Région. Les plans de recherches pétrolières, de mise en exploitation et de production tiennent compte des plans de réalisation des projets.

Pour mieux gérer le secteur, tributaire du marché mondial, et tirer le meilleur profit de l'exploitation pétrolière, la mise sur pied d'une politique volontariste et plus offensive de stockage du brut est nécessaire pour ne pas être obligé de vendre le pétrole lorsque les cours ne sont pas favorables.

6. Le secteur de l'énergie électrique

Le secteur de la production d'énergie électrique dans la Région est dans une phase de relance, entraînée par une hausse de la de-mande en énergie au niveau des entreprises et des ménages. Concernant les capacités dispo-nibles, Limbé dispose d'une centrale électrique dont la capacité installée est comprise entre 50 et 100 MW. Le principal distributeur d'électricité dans la région est ENEO. Il assure un réseau de transport d'énergie permet de redistri-



Centrale Thermique de Limbé.

buer cette énergie dans les villes et localités de la Région. Il existe de nombreuses autres sources de production d'électricité, notamment : les petites centrales hydroélectriques, les centrales thermiques avec générateurs et le solaire photovoltaïque (pour l'éclairage public et la recharge). Le taux d'accès à l'électricité est estimé à 36,4% de la population, ce qui révèle une demande potentielle importante pouvant justifier l'extension du réseau. La demande en énergie est plus forte en milieu urbain. En effet, l'énergie comme facteur de production est un préalable pour le développement de plusieurs branches d'activités économiques, notamment l'hôtellerie et les loisirs.

7. Autres industries

L'industrie permet d'assurer la transition d'une économie basée sur des activités à faible productivité vers une économie basée sur des activités à forte productivité. La production industrielle a un effet sur le volume des richesses produites. Elle permet d'accroître l'exportation de produits manufacturés, et par conséquent de diversifier les sources de revenus.



Siège de l'agro industrie Cameroon Development Corporation (CDC).

On a inventorié plus de 1000 entreprises dans le secteur secondaire. Elles sont principalement concentrées en milieu urbain. La plupart d'entre elles se trouvent à Buea. Il est envisagé, dans le cadre de la décentralisation des services d'installer des représentations des principales entreprises dans les chefs-lieux de département. L'objectif est de satisfaire la demande locale croissante et les besoins identifiés dans d'autres pays sur le continent.

La diversification des filières industrielles permettrait de booster l'économie de la Région. Les autorités recherchent des acteurs pour le développement de l'industrie agroalimentaire notamment la fabrique des provendes, les boulangeries, l'industrie des boissons. L'industrie chimique surtout les savonneries aurait un avantage comparatif, au vu de l'abondance des matières premières. L'industrie du cinéma est très prometteuse. La Cilicon Mountain ainsi que les sites historiques et naturels sont des atouts dont la mise en valeur permettrait de renforcer l'offre des loisirs.

8. Le secteur de l'eau potable

Le taux d'accès à l'eau potable s'élève à plus de 65%, ce qui indique l'existence d'une demande importante à satisfaire à travers les projets d'adduction en milieu urbain et les projets de forages en milieu rural. La densité élevée dans les localités de la Région est un atout pour les projets d'appro-

visionnements en eau potable dont l'impact positif pourrait atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires. Au 31 décembre 2018, il existe 10 stations d'épuration dans la région dont 4 dans le département du Fako et 6 dans le département du Ndian (Mundemba, Dikome Balue, Bongongo II, Ekwe Balue, Ekondo Titi et Isangele).

9. Le secteur des transports

Transport maritime

La construction du Port en Eau Profonde de Limbé permettra d'impulser le développement de la Région du Sud-Ouest. Les études préliminaires ont permis d'évaluer le coût du projet à environ 400 milliards F CFA. Le Port de Limbé sera spécialisé dans le transport de produits lourds, notamment les hydrocarbures, le ciment, les produits agricoles, etc. Par ailleurs, l'importation de nombreux produits sera possible à partir des terminaux à conteneurs. Il convient de relever que



Les investissements hydrauliques représentent une opportunité dans la région du Sud-Ouest.



Le Port Autonome de Limbé est une opportunité de développement pour la Région du Sud Ouest.

le Port Autonome de Limbé (PAL) englobe l'ensemble des places portuaires de la Région du Sud-Ouest : Tiko, Bota, Idenau, et Cap Limboh.

D'ores et déjà, la ville de Limbé abrite 4 sites portuaires orientés essentiellement vers le stockage et l'exportation des produits bruts extraits des plateformes offshores. Le site de Limbe Bota présente plusieurs aménagements dont les plus importants sont : (i) un môle de 80 ml avec une profondeur de 2 mètres, équipé d'une voie ferroviaire, (ii) quatre magasins de stockage, (iii) un slipway, (iv) un hangar atelier et (v) quatre bâtiments administratifs. Ces infrastructures s'offrent aux opérateurs désireux d'avoir un ancrage dans le golfe de Guinée.

PROJET DE CONSTRUCTION DU YARD PETROLIER DE LIMBE



Un bâtiment du Yard pétrolier de Limbe

Le projet Yard Pétrolier de Limbé (YPL) a pour but la construction d'Infrastructures pour la Réparation des Plates-formes Pétrolières à Limbe. Le projet permettra de :

- Doter le Chantier Naval et Industriel du Cameroun (CNIC) d'une infrastructure industrielle adéquate pour la réhabilitation et la réparation des plates-formes pétrolières ;

- Accroître la part du secteur industriel dans le PIB du Cameroun ;

 permettre au CNIC de conquérir dans la zone du Golfe de Guinée, une part importante du marché de réparation des plates-formes pétrolières et de construction des platesformes fixes.

le site du YPL est situé au bord de l'Océan Atlantique, proche des champs pétroliers offshore les plus importants

du Golfe de Guinée offre les avantages suivants : Eaux profondes (-12m) près des cotes, Accès direct à la mer (accessible 24/24h et potentiel énorme d'accueil des grandes unités pétrolières et marines), Eaux claires facilitant les inspections sous-marines et autres divers essais nautiques, Site vierge, propice aux travaux d'envergure de réparation navale et offshore, Terrains disponibles à proximité du site industriel pour le développement des activités de sous-traitance.

DESCRIPTION DE LA PHASE-1

La phase-1, démarrée en 2005 comporte quatre composantes regroupées en un volet industriel (superficie de 45ha sur terre et plus de 50 ha en mer mis à disposition par l'Etat du Cameroun) et un volet environnemental et social.

Le Volet industriel est consacré aux études et reconnaissances du site. Il comporte des composantes maritimes, terrestres, des équipements terrestres et flottants, le renforcement des capacités et la gestion du projet. Il se décline de la manière suivante

Volet social concerne: l'acquisition des terrains; l'aménagement /viabilisation d'un site de logements pour le personnel du CNIC à Limbé; la construction de 2500 logements non encore réalisé; le recasement et l'indemnisation des populations riveraines du site industriel ainsi que la viabilisation de ce site de recasement.

FINANCEMENT DE LA PHASE I

Les partenaires financiers du projet sont : la BAD ; BID ; BADEA ; FMO/ORET ; ING Bank ; BDEAC ; OFID ; CNIC.

RESUME DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

Au stade actuel le site d'une superficie de 45ha sur terre, abritant le projet Yard Pétrolier de Limbé a été concédé au CNIC par l'Etat du Cameroun en 2003.

L'état d'avancement du volet industriel se décline ainsi qu'il suit :

Lot 1: Construction du brise-lame de 700 m de long : L'ensemble des travaux est terminé et réceptionné depuis mai 2007;

Lot 2 : Construction d'un quai polyvalent de 400

m de long à -12m CM : L'ensemble des travaux est terminé et réceptionné le 30 octobre 2014, pour une longueur utile de 320 m;

Lot 3 : Dragages et Remblais hydrauliques : Les travaux de dragages et déroctages réalisés à -12m sont terminés en février 2006.

Lot 4 : Constructions des divers Bâtiments, Terrassement, VRD, Aménagements paysagers et Utilités:

Lot 4a (Terrassement, VRD et Aménagements paysager) : Examen de l'Avant-Projet Détaillé (APD), l'APD est approuvé et transmis à la BID via le MINEPAT.

Lot 4b: les travaux des bâtiments administratifs, Ateliers et QHSE sont terminés et réceptionnés depuis juin 2014.

Lot 4c: (Réseaux Utilitaires) : L'APD est approuvé et transmis à la BID via le MINEPAT

Lot 5 : Acquisition des grues mobiles, machines-outils et équipement d'atelier : Le processus d'acquisition des équipements est en cours.

Lot 6 : Acquisition d'un dock de grande capacité : L'Etude Financière est approuvée et transmis à la BID.

La protection de l'environnement : aspect très important pris en compte dans toutes les phases d'exécution du projet. Un plan d'action environnemental a été élaboré suite aux recommandations de l'expert de la BAD. Un suivi hebdomadaire de la mise en œuvre des recommandations de la BAD est effectué. Une Demande de non objection à la BAD pour le cabinet d'audit environnemental du site de Limbe par le CNIC a été transmise à la BAD. Une Demande d'Avis de Non Objection pour la réalisation d'une Etude d'impact environnemental en zone maritime à la Banque Africaine de Développement.

Transport routier

Le transport routier est le mode de transport qui assure le gros de la demande passagers et marchandises. Le linéaire routier est de plus de 5 000 km (plus de 500 km bitumés), soit 8 km de route pour 100 km² de territoire, et 10 km de route pour 10 000 habitants.

Le système de transport doit être en mesure d'assurer plusieurs fonctions à savoir (i) la satisfaction des besoins en mobilité des populations et l'intégration des différentes entités du territoire et, (ii) la desserte des grands pôles de production (mines, industries, agro-industries, centres de production agricole).

La satisfaction de ces exigences passe par des investissements destinés au développement du réseau routier. En effet, sur les 5 000 km du linéaire, 4 500 sont non bitumés. Par rapport à la superficie du territoire et la population desservie, on recense 8 km de route pour 100 km², et 10 km de route pour 10 000 habitants.

10. Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Le développement de l'économie numérique est prometteur dans la Région du Sud-Ouest, malgré les défis liés aux multiples crises économiques, sécuritaires et sanitaires qui ont successivement affecté l'économie locale. Ainsi, des espaces dédiés à l'installation des start-ups ont connu un essor important. Les autorités soutiennent les efforts dans le domaine de l'économie numérique. Ainsi, le Ministère des Postes et télécommunications encourage l'introduction des TIC dans les différents cycles d'enseignement de la Région.



Le secteur des TIC est en plein essor dans la Région du Sud-Ouest.

Les infrastructures de télécommunications permettent d'avoir un taux de pénétration de l'internet assez élevé. Par ailleurs, un système de codage des transmissions a été déployé dans la Région. En outre, le réseau de communication interurbain de l'opérateur public (CAMTEL) traverse plusieurs localités.

Parmi les facteurs favorables, l'on peut mentionner, (i) une utilisation croissante des TIC par les populations, (ii) un fort potentiel de croissance du secteur, (iii) la culture des TIC, (iv) le déploiement de la backbone, et (v) la Silicon Mountain, etc.

11. Le secteur du tourisme

Le rôle que joue l'activité touristique dans le développement économique et social du territoire est capital. Le développement du secteur touristique s'inscrit dans les attentes des pouvoirs publics.

La Région du Sud-Ouest dispose d'un potentiel touristique très peu exploité. On y retrouve 17 sites touristiques. Il s'agit de la zone pittoresque du Mont Cameroun devenue plus attrayante avec notamment les sédiments de lave provenant des dernières éruptions du mont. D'autres attractions se trouvent également dans la région, notamment le célèbre parc national de Korup, la plus ancienne forêt tropicale d'Afrique ; le jardin botanique de Limbe, le seul zoo de la région à Limbe, la plage Mile six à Limbola avec son sable noir, les lacs volcaniques à Barombi Mbo et Barombi Kotto près de Kumba, les lacs jumeaux de Manengoumba à Bangem, la chute d'iyouwe haute de plus de 120 m, de Lebialem à Fontem, Quelques sites historiques complètent ce panorama. Il s'agit notamment de la fontaine de Bismark Buea construite en 1904 à la mémoire du premier chancelier de l'Empire allemand, de la statue d'Alfred Saker érigée en 1885 pour commémorer le centenaire de la fondation de Victoria (aujourd'hui Limbe), la forêt de Bimbia Banadikombo qui conserve des vestiges de la traite négrière, le musée Lifafa et le musée de la Délégation Régionale des Arts et de la Culture tous deux à Buéa. La Région dispose d'une façade maritime qui pourrait permettre le développement des sports nautiques.

Le développement du tourisme à grande échelle passe cependant par l'amélioration de la capacité d'accueil, l'amélioration de l'attractivité de certains sites et le développement des infrastructures de communication routière notamment.

La Région recense près de 200 établissements hôteliers. Les services de restauration et de transport sont avantageux. Les plus modernes se trouvent à Buea et Limbé. Les établissements ont été rénovés et équipés à la faveur des compétitions sportives de football. Les deux villes en ont profité pour développer de nouveaux produits touristiques. Les autorités sanitaires se sont employées pour contenir la propagation de la maladie à corona virus. Ce qui permet de visiter les sites touristiques dans le respect des mesures barrières et de distanciation sociale prescrites par l'OMS.

12. Le secteur de l'éducation

La Région compte de nombreux établissements publics, privés et confessionnels pour les différents cycles d'éducation (préscolaire, primaire, secondaire et supérieur) dans le système anglo-saxon.

Créée, en 1993, l'Université de Buea, située dans le chef-lieu de la Région du Sud-Ouest, est l'une des plus anciennes universités du Cameroun. Elle comprend de nombreuses facultés : Faculté des Lettres, Faculté d'Éducation, Faculté des Sciences, Faculté des Sciences de la Santé, Faculté des Sciences Sociales et Sciences de Gestion, Faculté d'Art Dramatique et d'Art Moderne, Faculté d'Agriculture et de Médecine Vétérinaire, Faculté de Génie et Technologie.

Par ailleurs, plusieurs grandes écoles sont rattachées à l'université de Buea : École supérieure de traducteurs et d'interprètes, Collège de la technologie, École normale supérieure de l'enseignement technique de Kumba.

13. Le secteur de la santé

La couverture sanitaire de la Région du Nord-Ouest est assurée par de nombreuses formations des secteurs public, privé et confessionnel. En 2020, on y dénombre 28 Centres médicaux d'arrondissement, 32 districts de santé, 423 centres de santé, soit 87.5% du secteur public et 12.5% du secteur privé confessionnel.

En perspective, le projet de construction d'un Centre Hospitalier de Référence dans la ville de Buea a été lancé par le Ministre de la Santé.

Le Projet de Développement Maritime de la Rive Gauche de Limbé

Le gouvernement prévoit de lancer très prochainement le projet de développement de la zone de « Downbeach », situé dans la commune de Limbé 1er. Le coût du projet est estimé à plus de 60 milliards FCFA. Il s'agir de construire, sur une superficie de 36 hectares, plusieurs infrastructures, notamment un palais des congrès d'une capacité de 4000 places, un musée, un complexe hôtelier de 200 chambres et 20 suites, un restaurant sur pilotis d'une capacité de 400 places, un Centre nautique et de loisirs, etc. Le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire est impliqué dans ce projet de développement. Ainsi, M. Paul Tasong, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, chargé de la Planification, a présidé le 11 décembre à Limbé, dans le Sud-Ouest du pays, un atelier de présentation et de validation du cadre institutionnel du projet « Limbe Left Bank Maritime Development Project ».

Plan de Reconstruction de la Région du Sud-Ouest

Il s'inscrit dans le cadre du Le PPRD-NO/SO mis en place le 3 avril 2020. Ledit Plan vise à restaurer et améliorer les conditions de vie des populations sévèrement affectées par les affres de la crise qui sévit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Ce programme ambitionne également de rattraper le retard accusé par ces deux régions en les replaçant sur le sentier de la croissance et du développement. Dans ce sens, le Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement est un instrument au service de la paix, à l'instar des autres initiatives gouvernementales prises depuis le déclenchement de cette crise.

Le PPRD-NO/SO comporte trois (03) phases à savoir : le relèvement, la reconstruction et le développement. Placé sous la supervision du Chef du Gouvernement, le dispositif opérationnel de mise en œuvre est structuré autour de la Coordination Nationale et du Partenaire d'Exécution qui est le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

La phase de relèvement repose sur trois piliers notamment : (i) la promotion de la cohésion sociale, (ii) la réhabilitation des infrastructures essentielles et (iii) la revitalisation de l'économie locale

Cohésion sociale

En vue de renforcer la cohésion sociale le Gouvernement s'engage à améliorer :

- · l'accès des populations à l'espace public ;
- le développement local participatif;
- renforcer les compétences en gestion des conflits, de plaidoyer et de planification de l'action;
- accompagner les réseaux communautaires qui soutiennent une société inclusive et diversifiée;
- soutenir le rôle des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité.

Il s'agit de fournir prioritairement aux ménages vulnérables des kits de reconstruction, de sensibiliser sur les notions de cohésion sociale adressées aux femmes, aux jeunes et aux leaders d'opinion, et de renforcer les capacités de la société civile et des organisations à base communautaire. La mise en œuvre de ces actions nécessite un accompagnement des partenaires et des bailleurs. Le Gouvernement sollicite de ceux-ci des appuis multiformes qui lui permettraient de mieux répondre aux problématiques adressées.

Tableau 3 : Projets de reconstruction et de développement prioritaire pour la cohésion sociale

Secteur social	Type d'actions à mener	Interventions de reconstruction et développement
Logement	Construire des logements	Fournir des kits de logement à 5 593 ménages Accompagner la reconstitution des documents per- sonnels pour 80 000 personnes Créer des groupes de reconstruction dirigés par la communauté
Société civile	Développer le capital humain et promouvoir les atouts de la Région	Organiser 31 ateliers de renforcement des capacités Organiser 31 événements socioculturels Créer 31 cellules pour renforcer les réseaux communautaires tels que les groupes d'entraide et de médiation Créer une plateforme d'engagement civique pour identifier les projets portés par des jeunes pour un changement de comportement

Infrastructures essentielles

Le Gouvernement sollicite de ses partenaires un accompagnement devant permettre de densifier le réseau routier, en augmentant le linéaire des routes secondaires. Ce projet permettra :

- de désenclaver les bassins de production ;
- d'améliorer la mobilité des personnes et des biens ;
- d'améliorer l'accès aux services sociaux de base ;
- de réhabiliter les infrastructures communautaires.

Tableau 4 : Projets de reconstruction et de développement prioritaire pour l'équipement en insfrastructures essentielles

Infrastructure essentielle	Type d'actions à mener	Interventions de reconstruction et de développement
Etablissements scolaires	Réhabiliter les établissements scolaires	Réhabiliter et 119 écoles
Centres de santé	Réhabiliter les centres de santé et points d'eau	Réhabiliter 44 centres de santé Réhabiliter 225 points d'eau
Transport	Réhabiliter les routes	Réhabiliter 26 petits ponts et 315 km
Infrastructures communautaires	Réhabiliter les infrastruc- tures communautaires	Réhabiliter 50 infrastructures communautaires (salles communautaires, centres pour femmes et jeunes, etc.)

Économie locale

L'agriculture contribue suffisamment à l'activité économique de la Région. Elle est le principal pourvoyeur d'emplois, essentiellement au sein d'exploitations familiales. Elle assure aussi un rôle irremplaçable dans la création de revenus dans les campagnes, pour les quelques ménages agricoles recensés.

Afin de permettre à ce secteur de redémarrer, le Gouvernement a décidé :

- de la relance de la production agricole;
- · de la réhabilitation de l'infrastructure économique ;
- de la remise à niveau des infrastructures énergétiques ;
- du soutien à la reprise économique.

Tableau 5 : Projets de reconstruction et de développement économque

Économie locale	Type d'actions à mener	Interventions de reconstruction et de déve- loppement
Production agricole	Relancer la production agricole	Réhabiliter 10 000 ha de terres agricoles au profit de 1 300 agriculteurs Fournir à 1 700 agriculteurs du matériel et des outils Soutenir 60 coopératives Recapitaliser 300 éleveurs et 200 pêcheurs
Infrastructures productives	Equiper la Région en infrastructure de production	Réhabiliter 200 fours pour le café et le ca- cao Réhabiliter 2 marchés de bétail et de cultures vivrières
Possibilités de travail à court terme	Créer des emplois nouveaux	Offrir de petites bourses de démarrage Soutenir la fourniture de services de déve- loppement commercial Soutenir 60 startups

Modalités de mise en œuvre

En vue de permettre la mise en œuvre et un meilleur suivi et évaluation de ces actions, le Gouvernement les a confiées au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en tant que «Partenaire d'Exécution». Sous le contrôle de la Coordination Nationale, le PNUD est chargé de la mise en œuvre de ces actions conformément aux règles et procédures du Plan Présidentiel pour la Reconstruction et le Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (PPRD-NO/SO). A ce titre, le Partenaire d'Exécution a également la responsabilité fiduciaire pour la gestion des fonds mis à la disposition du PPRD-NO/SO.

Le délai d'exécution est fixé à deux ans. Les actions seront mises en œuvre dans les localités où l'accessibilité et la sécurité du personnel et des communautés sont suffisantes. Les succès obtenus dans les zones accessibles seront subséquemment répliqués et mis à l'échelle dans d'autres zones cibles.

En outre, la politique de « diligence raisonnable » en matière de droits de l'Homme sera appliquée, afin de s'assurer qu'aucune entreprise ou toutes autres personnes retenues ne soient impliquées dans des affaires de violation des droits de l'Homme. Le budget initial des activités de reconstruction s'élève à plusieurs dizaines de milliards de FCFA. La quote-part du Gouvernement s'élève à 10%.

DU PLAN PRESIDENTIEL DE RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION SUD-OUEST

Au 31 décembre 2021, l'exécution des projets avance à un rythme satisfaisant. Près de 65 projets ont été achevés ou sont en cours d'achèvement, soit 42 dans le Sud-Ouest et 23 dans le Nord-Ouest. Il faut préciser que, le choix des communes s'est fait sur la base de plusieurs critères parmi lesquels la sécurité, l'accessibilité, la densité de la population, le taux de scolarisation et le niveau d'exécution du budget d'investissement public sur les trois dernières années.

Au terme des 18 premiers mois de mise en œuvre, le niveau exécution dwwwe la phase de relèvement du Plan Présidentiel dans le Sud-Ouest se présente ainsi qu'il suit :

a) La cohésion sociale

Dans ce pilier, de nombreuses initiatives ont été menées en vue d'apaiser la situation sur le terrain et de faciliter l'exécution du Plan. Il s'agit entre autre de : la construction et de la réhabilitation des édifices religieux ; la création d'une plateforme de jeunes acteurs pour une transformation sociale positive

b) La réhabilitation des infrastructures essentielles

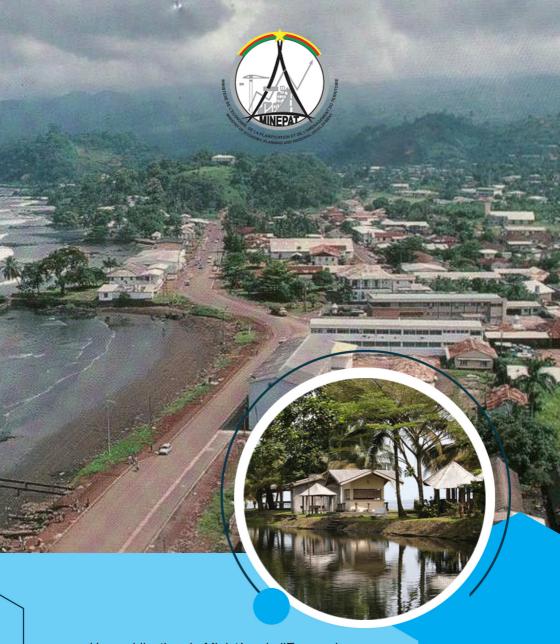
lci on peut citer : la réhabilitation de 9 centres de santé intégrés (CSI) et 11 systèmes d'adduction d'eau dans le Fako ; la réhabilitation des blocs de salles de classe ; la fourniture de matériels et outils agricoles aux femmes et jeunes la réhabilitation et équipement des centre multifonctionnel pour femmes et jeunes et la réhabilitation du marché de Bangang

c) La revitalisation de l'économie locale

Dans ce pilier, les actions ont consisté à : fournir du matériel et des équipements à plus de 700 agriculteurs et pêcheurs; financer près de 100 start-ups ; accompagner la relance des activités de 05 caisses communautaires et d'épargne ; renforcer les capacités des entrepreneurs.



La zone de Limbé offre des opportunités de développement intéressantes.



Une publication du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

B.P. 660 Yaoundé / Tel. : +237 222 22 09 22

Fax: +237 222 23 66 07

Site internet : www.minepat.gov.cm